

grand vizir. La République, tributaire du Sultan, écrivait Kara-Moustapha, avait profité de la guerre de Candie pour élever les droits de transit sur les marchandises des pays limitrophes. Le grand tefterdar (le ministre des finances) réclamait la somme d'un million de ducats vénitiens pour le trésor impérial, comme dédommagement pour la violation des capitulations de la part de Raguse. La Porte accordait à la République un terme très court pour l'acquiescement de cette somme énorme. Le grand vizir, si la Seigneurie ne s'exécutait pas, avait ordre d'occuper Raguse au nom du Sultan. La République, épouvantée, se sentit perdue, mais opposa un refus formel à l'injonction de la Porte. Elle décréta sur-le-champ la défense du territoire. Elle redoubla l'armement des forteresses de la ville. Et tandis que ses ambassadeurs, Gradi à Rome, Sorgo à Madrid, Gozze à Vienne et Sorgo-Bobali à Venise, intéressaient la chrétienté au sort de ce « boulevard contre les infidèles », elle décida de négocier directement avec Mohammed IV, c'est-à-dire avec son tout-puissant grand vizir. Marino Caboga et Georges Bucchia furent envoyés à Constantinople. Quelques mois après Nicolas Bona et Marino Gozze se rendirent auprès du pacha de Bosnie pour gagner du temps et pour empêcher la descente de l'armée bosniaque à Raguse.

Le récit de cette double ambassade est émouvant. Les Turcs furent intraitables. Kara-Moustapha refusa d'entendre la défense de Raguse. Les représentants des autres puissances firent une démarche collective en faveur de la République, mais en vain. Elle fut répétée par le résident impérial M. de Kindsberg, au nom de ses collègues, quand Caboga et Bucchia, au mépris du droit des gens et du coran lui-même, furent jetés aux Sept-Tours et